

[Accueil](#)[Revenir à l'accueil](#)[Collection](#)[La correspondance croisée entre François Guizot et Dorothee de Lieven : 1836-1856](#)[Collection 1850-1857 : Une nouvelle posture publique établie, académies et salons](#)[Collection 1851 \(1er janvier-10 novembre\) : Guizot observateur des jeux de tensions entre le Président et l'Assemblée](#)[Item](#)[Val-Richer, Dimanche 5 octobre 1851, François Guizot à Dorothee de Lieven](#)

Val-Richer, Dimanche 5 octobre 1851, François Guizot à Dorothee de Lieven

Auteurs : Guizot, François (1787-1874)

Les folios

En passant la souris sur une vignette, le titre de l'image apparaît.

3 Fichier(s)

Les mots clés

[Bonaparte, Charles-Louis-Napoléon \(1808-1873\)](#), [Discours du for intérieur](#), [Femme \(politique\)](#), [Politique \(Analyse\)](#), [Politique \(Angleterre\)](#), [Politique \(France\)](#), [Réception \(Guizot\)](#)

Relations entre les lettres

Ce document n'a pas de relation indiquée avec un autre document du projet.□

Présentation

Date 1851-10-05

Editeur de la fiche Marie Dupond & Association François Guizot, projet EMAN (Thalim, CNRS-ENS-Sorbonne nouvelle)

Information générales

Langue Français

Cote 3103-3104, AN : 163 MI 42 AP Papiers Guizot Bobine Opérateur 14

Nature du document Lettre autographe

Support copie numérisée de microfilm

Etat général du document Bon

Localisation du document Archives Nationales (Paris)

Transcription

Val Richer, Dimanche 5 Oct. 1851

Changarnier voudrait bien vous enrôler dans sa candidature. Je ne sais ce qui sera

utile, et possible dans les derniers moments. Quant à présent tenez pour certain qu'il n'y a dans le grand public, que trois candidatures sérieuses. Louis Napoléon, de Prince de Joinville, et Ledru Rollin, les trois inconstitutionnelles. Tant la France respecte la Constitution ! Toute tentative pour produire en ce moment une autre candidature la perdrait. Il en arriverait ce qui est arrivé de celle du Prince de Joinville qui a infiniment plus perdu que gagné à être mise en avant si longtemps d'avance. Il y a des forces et des chances qu'il faut réserver, comme ressource de la dernière heure. Je ne sais si Changarnier sera, une de ces chances là. Cela se peut. Et cela ne se pourra plus s'il est mis en scène et ballottée dès à présent.

Plus je vis, plus je prends en mépris l'impatience ; c'est la mère des trois quarts des sottises. Que sert aussi à Changarnier, de faire un tel étalage de son humeur contre Berryer, Falloux, Molé, et même moi qui suis ici dans mon coin ? Pourquoi nous fait-il attaquer tous les jours dans son journal, le *Messenger de l'Assemblée* ? Que ne ménage-t-il Berryer comme il ménage Thiers qu'il semblerait ne pas devoir ménager du tout puisqu'il soutient que, lui Changarnier, n'est pas du tout Orléaniste, et puisque Thiers, est bien plus encore que Berryer opposé à sa candidature ? Il ne faut pas être si agressif d'un côté et si timide de l'autre. Il ne faut pas surtout, quand on aspire à un grand résultat, se mettre mal patiemment avec les grands chefs, des grands partis pour n'être bien qu'avec les chefs des coterie dissidentes, comme M. Nettement ou tels autres, qui font beaucoup de bruit dans les journaux de peu d'abonnés ou dans les couloirs de l'Assemblée où l'on ne fait rien que bavarder, mais qui n'exercent en définitive aucune action réelle, ni sur les dispositions, des masses, ni sur les votes législatifs.

Je ne peux pas répéter les mêmes mots ; tout cela, c'est de l'impatience, de la boutade ; ce n'est pas de la politique. Changarnier peut avoir des chances éventuelles et qui, à un moment donné, peuvent devenir grandes ; et les galavaude, et les perd en voulant les fixer et les proclamer dès aujourd'hui. Il commet la même faute qu'il reproche à ceux qui lui demandent de se déclarer ouvertement et sur le champ pour Henri V. On sert aussi mal l'avenir de Changarnier, en disant aujourd'hui : " Changarnier est mon président. " qu'il servirait mal, lui-même l'avenir de Henri V en disant : " Henri V est mon roi. "

La correspondance de Lord Londonberry avec le Président sur Abdel Kader est fabuleuse d'impertinence et de niaiserie. Et c'est pour un chef d'Etat, une situation pitoyable que de se croire obligé d'y répondre si sérieusement. On sent là dessous les ménagements pour le grand salon de Park-Lane, dans le passé et peut-être aussi dans l'avenir. Toute cette affaire est parfaitement simple ; le général Lamoricière a fait une convention avec Abdel Kader ; M. le duc d'Aumale l'a ratifiée. Ils étaient bien les maîtres d'accepter ce qu'Abdel Kader leur proposait et de lui donner leur parole ; mais ils n'avaient nul droit d'engager la parole et la conduite du gouvernement. J'ai refusé de ratifier la parole de M. le Duc d'Aumale et du général Lamoricière. C'était mon droit, et j'ai dit dès lors et je maintiens aujourd'hui, que j'ai bien fait d'en user comme j'en ai usé. Que M. le Duc d'Aumale et le général Lamoricière usent le droit de se plaindre et de donner leur démission. Je le reconnais. Leur démission eût été pour moi un embarras ; mais je l'aurais certainement acceptée plutôt que de relâcher Abdel Kader. Je ne sais pas ce qu'ils ont écrit ; mais si lord Londonderry publie leurs lettres, ils n'ont qu'une chose à faire c'est de reporter sur moi la responsabilité du refus de ratification de la parole qu'ils avaient donnée. Ils seront dans la vérité des principes et des faits. Il leur restera, j'en conviens, l'embarras de n'avoir pas donné leur démission. Est-il vrai, comme le dit le *Messenger de l'Assemblée*, que Lord Palmerston lui-même ait écrit au président pour Abdel Kader ? Je ne puis le croire tant ce serait inconvenant. Je

suppose que le messenger se sera mépris et aura attribué à Lord Palmerston une des lettres du marquis de Londonderry.

10 heures et demie

Je suis bien aise que les légitimistes soient si décidés. Ils ont raison, comme honneur et comme succès. Adieu, Adieu. G.

Citer cette page

Guizot, François (1787-1874), Val-Richer, Dimanche 5 octobre 1851, François Guizot à Dorothée de Lieven, 1851-10-05

Marie Dupond & Association François Guizot, projet EMAN (Thalim, CNRS-ENS-Sorbonne nouvelle)

Consulté le 31/12/2025 sur la plate-forme EMAN :

<https://eman-archives.org/Guizot-Lieven/items/show/4089>

Informations éditoriales

Date précise de la lettreDimanche 5 oct. 1851

DestinataireBenckendorf, Dorothée de (1785?-1857)

Lieu de destinationParis

DroitsMarie Dupond & Association François Guizot, projet EMAN (Thalim, CNRS-ENS-Sorbonne nouvelle). Licence Creative Commons Attribution - Partage à l'Identique 3.0.

Lieu de rédactionVal-Richer (France)

Notice créée par [Marie Dupond](#) Notice créée le 12/04/2022 Dernière modification le 18/01/2024

3103

Vat Riches Dimanche 5 Oct. 1851

Chaugarnier voudrait bien vous
arrêter dans la candidature. Je ne sais ce
qui sera utile et possible d'un tel dessein,
quoiqu'il me semble à présent, tenir pour certain
qu'il n'y a plus le grand public, que trois
candidatures, sérieux Louis Napoléon, le
Prince de Joinville et Ledru Rollin, les trois
inconstitutionnelles. Toute la France respecte
la Constitution ! Toute tentative pour produire
en ce moment une autre candidature la
perdrait. Il en arriverait ce qui est arrivé
de celle de Prince de Joinville qui a infiniment
plus perdu que gagné à être mise en avant
si longtemps d'avance. Il y a de la force et de
chance qu'il faut réserver comme ressource
de la dernière heure. Je ne sais si Chaugarnier
sera une de ces chances-là. Cela se peut,
et cela ne se pourra plus s'il est mis en
scène et balotté dès à présent. Plus je vis,
plus je prends au mépris l'impatience ; c'est
la mère de, trois quarts de, sottises.

6

Qui sont aussi à Changarnier de faire un tel
étalage de son humeur contre Berryer, Falloux,
Mole, et même moi qui suis ici dans mon
coin ? Pourquoi nous fait-il attaquer tous
les jours dans son journal le Messager de
l'Assemblée ? Qui ne ménage-t-il Berryer
comme il ménage Thiers, qui semblait ne
pas devoir me ménager du tout puisqu'il
soutient que, lui Changarnier n'est pas du
tout Orléaniste, et puisque Thiers est bien
plus encore que Berryer, opposé à sa
candidature ? Il ne faut pas être si agressif
d'un côté et si timide de l'autre. Il ne
faut pas surtout, quand on aspire à un
grand résultat, se mettre mal patemment
avec les grands chefs de grands partis,
pour n'être bien qu'avec les chefs des petites
dissidences comme M^r Pelletan ou tel
autre, qui font beaucoup de bruit dans
les journaux de peu d'abonnés, ou dans
les couloirs de l'Assemblée où l'on ne fait
rien que bavarder, mais qui n'exercent
en définitive aucune action réelle, ni sur

les dispositions des masses, ni sur les votes
législatifs. Je ne puis pas me répéter les mêmes
mots ; tout cela, est de l'impatience, de la
bontade ; ce n'est pas de la politique. Changarnier
peut avoir des chances éventuelles, et qui, à
un moment donné, peuvent devenir grandes,
et les galevande et les grand en voulant les
fixer et les proclamer dès aujourd'hui. Il
commet la même faute qu'il reproche à ceux
qui lui demandent de se déclarer ouvertement
en "faveur" du camp pour Henri V. On leur a
mal l'avis de Changarnier en disant
aujourd'hui : "Changarnier est mon Président"
qui disaient lui-même l'avis de Henri V.
en disant : "Henri V est mon Roi".

La correspondance de Lord Londonderry
avec le Président sur Abel Kader est favorable
d'impatience et de bienveillance. Il est, pour
un chef d'Etat, une situation pitoyable que de
se croire obligé d'y répondre si sérieusement.
On sent là dessous le mariage mal pour le
grand balon de Rath-Lane, dans le passé et
pour être aussi dans l'avenir. Toute cette affaire
est parfaitement simple ; le journal L'Amorin
a fait une convention avec Abel Kader ; M^r le

duc d'Angoulême l'a ratifiée. Ils étaient bien les
maîtres de ce qu'ils voulaient leur proposer
et de lui donner leur parole; mais ils n'avaient
pas le droit d'engager la parole, et la conduite
des gouvernements. J'ai refusé de ratifier
la parole de M^{le} le duc d'Angoulême et du
général Lamoricière. C'était mon droit, et
j'ai dit dès lors et je maintiens aujourd'hui
que j'ai bien fait d'en user comme j'en ai usé.
Que M^{le} le duc d'Angoulême et le ^{Légation} général aient
le droit de se plaindre et de donner leur
démission, je le conçois. Leur démission
eût été pour moi un embarras; mais je
l'aurais certainement acceptée plutôt que de
cela chez Abd el Kader. Je ne sais pas ce qu'ils
ont écrit; mais si lord Londonderry publie
leurs lettres, ils nous donnent une chose à faire,
c'est de reporter sur moi la responsabilité
du refus de ratification de la parole qu'ils
avaient donnée. Ils seront dans la vérité
des principes et des faits. Il leur restera
j'en conviens, l'embarras de n'avoir pas
donné leur démission.

Est-il vrai, comme le dit le Messenger
de l'Assemblée, que lord Palmerston lui-même

3124
ait écrit au Président pour Abd el Kader? Il ne
faut le croire sans ce soit inconvenant. Je
suppose que le Messenger se sera mépris et aura
attribué à lord Palmerston une des lettres du
Marquis de Londonderry.

10 heures et demie

Je suis bien aise que les légitimistes soient si
sévères. Ils ont raison, comme hommes et comme
français. Adieu, adieu.